

Certains membres des kibboutz appartenant au Mapam ont refusé de servir au Liban. Tout en appuyant l'invasion du Liban, le Mapam s'est opposé au siège de Beyrouth [juillet-août 1982].

*Sheli* ou *Sheli aile droite*. Est une formation politique sioniste qui appartient au camp sioniste. Il appuie vigoureusement l'ouverture de négociations avec l'OLP. Il lui est arrivé d'obtenir lors d'un même mandat législatif deux sièges parlementaires. La scission du Sheli en mars 1983 donnera naissance au parti alternatif.

• *Le Parti alternatif* ou *Sheili aile gauche*. Sa création en juin 1983 était destinée selon son manifeste « à mettre sur pied un véritable parti israélien qui luttera jusqu'à l'avènement d'un Nouvel Israël ; un Israël qui soit indépendant, humaniste, démocratique, séculier, pluraliste, assoiffé de paix et de justice sociale ; un Etat où tous les citoyens, hommes, femmes, orientaux et européens, juifs et Arabes seraient égaux ».

Le parti alternatif s'est prononcé pour la reconnaissance mutuelle et l'ouverture de négociations entre l'OLP et Israël. Il appuie en outre la création d'un Etat palestinien indépendant. Enfin il se considère comme étant l'alternative socialiste de gauche au Parti communiste.

*al-Yawm al-sabi'*, 4 juin 1984

#### LE RÔLE DU MAROC DANS LES TENTATIVES DE RÈGLEMENT DU CONFLIT ISRAËLO-ARABE

*Loin des feux de la rampe, le Maroc n'en joue pas moins un rôle important dans les tentatives visant à régler le conflit israélo-arabe. C'est ainsi qu'il servit en 1973 de lieu de rencontre privilégié pour les contacts secrets palestino-américains. Ces contacts visaient à définir les termes permettant la reconnaissance par les Etats Unis de la représentativité de l'OLP. Parallèlement, le Maroc facilita les contacts israélo-égyptiens à la veille de la visite du président égyptien Anouar Sadate à Jérusalem.*

*Aujourd'hui, le Maroc ambitionne de*

*tenir sur son sol une conférence internationale pour la paix à laquelle participeraient toutes les parties concernées, y compris les Palestiniens. A cet effet, il a récemment accueilli sur son sol un congrès juif marocain dans l'espoir de voir cet événement raffermir la position de Rabat en Israël où vit une importante communauté juive marocaine.*

*Nous reproduisons ci-dessous des extraits d'un article d'Abdel Karim Abou al-Nasr, sur le rôle du Maroc dans les tentatives visant à régler la question palestinienne, paru dans l'hebdomadaire arabe al-Mustaqbal, du 26 mai 1984.*

Il s'en fallut de peu que la conférence qui réunit en septembre 1978 Carter, Sadate et Begin à Camp David ne se tienne au Maroc. En effet, lors des préparatifs de l'été 1978, Carter en discuta l'éventualité dans le plus grand secret, avec son secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères Cyrus Vance et son conseiller pour la sécurité nationale, Zbigniew Brzezinski. Il entre également en contact à ce sujet avec Sadate. Mais l'idée fut finalement abandonnée et le choix se fixa sur Camp David. La conférence aboutit aux accords signés par Carter, Sadate et Begin.

D'autre part, quelques semaines avant la visite de Sadate à Jérusalem en novembre 1977, le Maroc soumit au président égyptien deux propositions à caractère urgent. L'une d'elles prévoyait la tenue d'une rencontre au Maroc entre Sadate et Begin ! Sadate rejeta cette proposition, mais accepta le principe d'une rencontre égypto-israélienne à haut niveau. C'est effectivement ce qui se produisit.

Tels sont certains des aspects, jusque-là inconnus, du « rôle secret » joué par le Maroc dans le cadre de sa participation à la solution du conflit israélo-arabe.

Récemment, le Maroc a, à nouveau, occupé le devant de la scène politique à l'occasion du remous suscité dans le monde arabe par le Congrès de la communauté juive du Maroc tenu à Rabat... en présence de députés et de personnalités israéliennes.

Les informations que nous avons pu

recueillir indiquent que la tenue du Congrès juif de Rabat n'était pas le fruit du hasard, mais visait à paver la voie à une initiative marocaine liée à « la solution du problème palestinien » !

Mais remontons le cours des événements. Le Congrès de la communauté juive du Maroc, réuni à l'hôtel Hilton de Rabat les 13 et 14 mai derniers, constitua un événement exceptionnel qui suscita plusieurs interrogations pour de nombreuses raisons.

1. Pour la première fois, des personnalités israéliennes visitaient officiellement un pays arabe sans qu'un accord de paix ait été conclu entre ce pays et Israël. Une délégation israélienne forte de quarante personnes prit part à ce congrès. Elle comptait, outre onze députés du Likoud, du Parti travailliste et du parti Tami, les rédacteurs en chef de plusieurs journaux israéliens, qui n'étaient pas tous d'origine marocaine. On trouvait au nombre de ces personnalités israéliennes :

- Aharon Abou Hatzera, ancien ministre des Affaires religieuses et chef du parti Tami.

- Meir Shatrit, député du Likoud.

- Yousef Sarid, figure marquante de la direction du Parti travailliste.

- Ralph Idri, député travailliste et membre du Mouvement israélien pour la paix.

2. Le deuxième point d'interrogation concerne les déclarations israéliennes faites à Rabat. Ainsi Abou Hatzera et Ralph Idri adressèrent au roi Hassan II une invitation à se rendre en Israël. Idri précisa à ce propos : « *Si le roi Hassan désire se rendre en Israël, il recevra le meilleur accueil que l'on puisse réserver à un chef d'Etat.* » Pour sa part, Shatrit affirma : « *Notre présence au Maroc renforce la position du roi Hassan auprès des Etats Unis et des juifs dans le monde, mais le plus important est que ce congrès ouvre la voie à une nouvelle initiative de paix.* ». Et Sarid d'ajouter que « *Le roi Hassan pourrait jouer un rôle essentiel au niveau de la paix. Notre présence à Rabat est un premier pas vers la réalisation de la paix au Moyen-Orient grâce au dialogue direct entre Arabes et juifs.* ».

3. En troisième lieu, l'accueil réservé à ce congrès par les autorités marocaines fut des plus officiels. Le congrès juif de Rabat ne s'est pas tenu secrètement, mais à l'hôtel Hilton et dans des conditions de sécurité renforcées. Il s'est ouvert en présence d'un certain nombre de personnalités officielles marocaines, telles le ministre de l'Intérieur Idris al-Bosri, le ministre d'Etat Ahmad al-Alawi ainsi que des représentants de partis marocains. Plus important encore : le prince héritier Mohamed prit part au dîner donné à la fin des travaux en compagnie d'un certain nombre de ministres et de hauts responsables. Parallèlement, les journaux marocains accordèrent une importance particulière à cet événement. Alawi déclara lors du congrès : « *Nous devons tous être des messagers de paix* », évoquant ensuite le rôle joué par le Maroc au niveau arabe et palestinien. Il proposa la création d'une « ligue des fils d'Ibrahim pour le dialogue arabo-juif », qui aurait pour fondateurs les membres de la délégation israélienne et les représentants du Conseil de la communauté juive du Maroc.

4. Enfin, ce congrès se déroula en présence de personnalités représentant les juifs des Etats Unis, d'Europe occidentale et d'ailleurs. Fort remarquée, la délégation américaine, comprenait Edgar Pronckmann, président du Congrès juif mondial et l'un des dirigeants de lobby juif aux Etats Unis, et Steven Sollers, député américain. [...].

Quel but poursuivait donc le roi Hassan II en accueillant ce congrès ? Quel rôle entend-il jouer à l'avenir ? Comment cela se traduira-t-il sur la situation dans la région et sur les relations entre les pays arabes ?

Les réponses à ces questions éclairent les projets marocains et dévoilent certains aspects importants du « rôle secret » joué par le Maroc dans ce domaine au cours des dernières années.

Le Maroc, soulignons-le, occupe une place particulière tant en Israël qu'auprès des milieux juifs dans le reste du monde.

Forte de 250 000 à 300 000 personnes, l'importante communauté marocaine

d'Israël est l'une des « forces essentielles » de la population juive orientale, aujourd'hui majoritaire en Israël. Bon nombre de juifs marocains occupent d'importantes fonctions en Israël, parmi lesquels David Levy, vice-premier ministre, et Ishak Navon, ancien président de l'Etat hébreu. Au début des années soixante, Levy comptait au nombre des hommes d'affaires de Casablanca, par ailleurs associé avec un commerçant marocain, [...]. Les juifs marocains ont gardé des liens solides avec leur pays d'origine ; plusieurs d'entre eux sont revenus au Maroc en qualité de touristes ou pour y revoir des amis ou des proches. L'installation de la plupart des juifs au Maroc remonte au XV<sup>e</sup> siècle, lorsque, fuyant l'Andalousie après le départ des Arabes de l'Espagne, ils demandèrent asile au Maroc.

Près de 16 000 juifs vivent actuellement au Maroc. Certains d'entre eux possèdent toujours les clefs des « maisons » abandonnées par leurs ancêtres en Espagne il y a cinq siècles.

Les autorités marocaines ont toujours accordé leur protection aux juifs, qui occupaient des fonctions importantes dans le pays, surtout au début de l'ère de l'indépendance : le premier gouvernement formé par feu le roi Mohamed V comprenait même un ministre juif. Le roi Hassan II fut le premier dirigeant arabe à recevoir dans sa capitale le docteur Nahum Goldmann alors qu'il était président du Congrès mondial juif. Cette rencontre, qui eut lieu en juin 1970, avait été organisée par l'écrivain et journaliste français Jean Daniel.

Cette situation particulière risque fort d'inciter le Maroc à exercer un rôle en Israël, estiment des diplomates bien informés. Selon eux, le Maroc considère que l'influence spéciale qui est la sienne au sein de l'Etat hébreu pourrait amener une grande partie des juifs marocains à soutenir une nouvelle « initiative de paix ». La tenue du Congrès juif de Rabat pourrait renforcer l'influence du Maroc sur ses anciens ressortissants en Israël.

Selon des personnalités américaines et françaises directement concernées par la

situation au Moyen-Orient, le roi Hassan II (qui préside le Comité de Jérusalem) espère jouer « un rôle capital » dans la solution du problème palestinien, centre du conflit israélo-arabe. Ce « rôle capital » pourrait se concrétiser de deux manières :

Le souverain marocain pourrait jouer les médiateurs en entreprenant des contacts secrets avec les Etats Unis et les « autres parties » concernées par la solution du problème palestinien.

Alternativement, il pourrait convier les parties arabes et palestiniennes ainsi qu'Israël à tenir une « conférence de paix » au Maroc sous des auspices internationaux ou américains. Selon ces mêmes sources, le Maroc tient à accueillir une conférence de paix en 1985, au lendemain des élections américaines et israéliennes.

Ces projets ont-ils des chances d'aboutir ?

Pour répondre à cette question, il est nécessaire de revenir sur le « rôle secret » joué par le Maroc dans le conflit arabo-israélien au cours des dernières années.

Le Maroc a toujours constitué un important lieu de rencontres secrètes américano-palestiniennes. Le premier contact palestino-américain intervint avant la guerre de 1973 par l'intermédiaire du Maroc, nous a révélé un ancien responsable américain informé des questions proches-orientales durant le mandat de Carter. Cette rencontre se tint en août 1973, trois semaines après que Henry Kissinger eut reçu une « lettre » de l'OLP transmise par l'intermédiaire de Richard Holmes, alors ambassadeur des Etats Unis à Téhéran. Dans cette « lettre », l'OLP se déclarait prête à reconnaître l'« existence » d'Israël à condition toutefois que les Etats Unis reconnaissent les droits du peuple palestinien et acceptent la création d'un « *Etat palestinien indépendant* ». Après avoir examiné la proposition, Kissinger charge le général Vernon Walters, alors vice-président de la CIA, de se rendre à Rabat pour y rencontrer un responsable palestinien. Cette entrevue fut suivie d'une autre, en novembre de la même année, au cours de laquelle Kissinger fit savoir que

« *l'Amérique considérait qu'il n'y avait pas de solution au problème palestinien sans la Jordanie* ». La dernière rencontre, tenue en mars 1974 au Maroc avec l'accord de Kissinger, ne déboucha sur aucun résultat.

Le Maroc continue toutefois de jouer — en même temps que d'autres parties — un rôle discret entre Palestiniens et Américains. Ce rôle est en rapport avec l'initiative de Sadate et les accords de Camp David. De fait, le coup d'envoi du « dialogue » entre Israël et Sadate par l'intermédiaire du Maroc fut donné en 1976, soit un an avant l'arrivée au pouvoir de Menahem Begin.

Une personnalité française digne de foi nous a révélé qu'un émissaire israélien s'était rendu au Maroc à l'automne 1976 pour demander aux Marocains de transmettre à Sadate une lettre d'Ishak Rabin, alors Premier ministre israélien. Cette lettre contenait deux questions :

- Quelle contrepartie l'Égypte réclame-t-elle en échange d'une paix avec Israël ?
- Quelle contrepartie l'Égypte réclame-t-elle en échange de la fin de l'état de guerre avec Israël ?

Cette tentative ne donna aucun résultat, et la lettre israélienne demeura sans réponse.

En mai 1977, le Likoud remportait les élections et Begin devenait premier ministre. Au mois de septembre de la même année, Moshe Dayan se rendit au Maroc pour y rencontrer Hassan al-Touhami, un émissaire du président Sadate. Nous laisserons à M. Ismail Fahmi, ancien ministre égyptien des Affaires étrangères le soin de relater l'évènement — dans ses *Mémoires* publiées l'année dernière à Londres : « *Dayan avait quitté Tel-Aviv à la fin de septembre 1977 en direction de New York et Washington pour des entretiens avec les responsables américains. Mais il « disparut » dans une capitale européenne, et l'on raconta que nous nous étions secrètement rencontrés. En réalité, Dayan s'était rendu au Maroc pour s'entretenir avec l'émissaire de Sadate, Hassan al-Touhami. Il revint ensuite à Jérusalem pour rendre compte à*

*Begin des résultats de son entrevue* ».

Bien que ministres des Affaires étrangères, Fahmi n'avait pas été prévenu de cette rencontre. Un fait important est également révélé dans ces Mémoires : avant la visite de Dayan, le Maroc proposa à Sadate d'organiser à Rabat une rencontre entre le président égyptien et Begin, ou, à défaut, entre Dayan et un émissaire égyptien.

La seconde proposition fut retenue par Sadate, et ces contacts secrets égypto-israéliens jouèrent un rôle essentiel dans la visite de Sadate à Jérusalem.

Lors des préparatifs de la conférence de Camp David, nous ont appris des sources américaines bien informées, Carter examina sérieusement la possibilité d'organiser cette rencontre au Maroc. C'est Zbigniew Brzezinski qui en avait formulé l'idée afin de renforcer l'influence de Rabat dans le conflit. Ce projet fit même l'objet d'entretiens entre le président américain, Vance et Brzezinski et Sadate. Désireux toutefois de profiter de l'occasion pour raffermir sa position aux États Unis et démontrer « l'importance du rôle américain » dans la réalisation d'une paix au Moyen-Orient, Carter finit par abandonner ce projet. Dans les Mémoires de Carter, Vance et Brzezinski ainsi que dans les ouvrages consacrés à Camp David, il apparaît que Carter joua un « rôle déterminant » pour amener Sadate et Begin à signer les « accords de paix », allant jusqu'à rédiger lui-même le brouillon de l'accord après l'apparition de conflits entre les deux parties.

Pour en revenir à la question de savoir si le Maroc réussira à accueillir une « conférence de paix » destinée à régler le problème palestinien, il est bon de tirer deux enseignements de l'expérience de Sadate avec Israël.

- Premièrement : en se rendant à Jérusalem, Sadate, dit-on, a voulu mettre les Israéliens en confiance, abattre le mur de défiance séparant les Arabes d'Israël, et montrer que la « coexistence et la compréhension » sont possibles avec l'État hébreu. Mais le fait est qu'Israël a profité de l'initiative égyptienne pour s'étendre

dans la région et réaliser des acquis nouveaux ; il a ainsi envahi le Liban et frappé l'OLP, bombardé le réacteur nucléaire irakien, annexé « officiellement » Jérusalem et le Golan, annexé en pratique la Cisjordanie au augmentant le nombre des implantations, paralysé l'Egypte et affaibli les rangs arabes.

- Deuxièmement : l'expérience de Sadate a montré qu'aucune démarche arabe séparée ne peut réussir avec Israël. Cette politique a coûté la vie au président égyptien et son pays en a payé un prix élevé. L'expérience égyptienne a montré qu'aucune « initiative de paix » ne peut réussir si elle n'est pas nettement appuyée par les Arabes.

Les réactions arabes au Congrès juif de

Rabat ont du reste fourni une fois de plus la claire illustration de cette réalité. Première à le condamner, la Syrie a rappelé son ambassadeur pour « consultation », demandé des sanctions contre le Maroc et l'inscription de cette affaire à l'ordre du jour de la conférence des ministres arabes des Affaires étrangères. De leur côté, l'Arabie Saoudite et le Koweït ont nié les informations circulant en Israël selon lesquelles ces deux pays avaient connaissance de cette conférence. Enfin, le mouvement palestinien « Fath » a démenti toute participation dans l'organisation de cette conférence. [...].

*al-Mustaqbal*, 26 mai 1984